

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de Sa Majesté le roi Hussein Ier de Jordanie, sur les relations franco-jordaniennes et le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, à Amman le 28 novembre 1992.

LE ROI HUSSEIN.- C'est un grand honneur, un grand privilège pour moi, pour mon peuple, d'accueillir un très cher ami, un très grand ami, un homme de principes qui a tout le long de sa vie lutté pour défendre des principes et de nobles idéaux dans la plus pure tradition française en faveur d'un avenir meilleur pour l'humanité. Je suis très heureux d'avoir cette possibilité d'être avec vous, monsieur le Président, d'être avec nos amis des médias et de vous souhaiter encore une fois la bienvenue, monsieur le Président, au nom du peuple jordanien, au nom de ma famille et en mon nom propre, merci encore.

- LE PRESIDENT.- Je remercie Sa Majesté le Roi Hussein de la qualité de son accueil et de ses déclarations, comme celles qu'il vient de faire à l'instant.

- Nous ne manquons jamais après nos rencontres d'en dire l'essentiel à la presse, c'est pourquoi nous sommes ici. Nous avons pu nous entretenir, Sa Majesté le Roi et moi-même, pendant un peu plus d'une heure hier avant le dîner, nous étions voisins pendant tout le dîner et nous avons continué cette conversation et nous aurons encore quelques moments après cette conférence de presse, et bien entendu, avant notre retour à Paris.

- Pendant ce temps, divers contacts avaient lieu et particulièrement de longs échanges de vue entre les deux ministres des affaires étrangères, ainsi qu'avec monsieur le Premier ministre. Donc nous rapportons suffisamment d'informations ou d'impressions pour pouvoir en rendre compte. Certains accords sont signés, ou il est entendu qu'ils le seront d'ici la fin de l'année : un protocole d'aide, pour des projets d'équipements, notamment dans les télécommunications et également un accord de diffusion d'émissions quotidiennes radiophoniques en français à la radio jordanienne et également un projet d'accord dans le domaine de la santé qui porte surtout sur la formation médicale et également un projet qui doit être signé incessamment, il est quasiment "bouclé" sur la reconnaissance des diplômes français et sur leur équivalence.

- Depuis déjà de longues années, la Jordanie et la France entretiennent des relations constantes et on avance, on élargit le champ de nos compétences mutuelles et le climat dans lequel nous engageons ces conversations est tout à fait prometteur pour l'avenir.

- Voilà, j'ai dit l'essentiel, il vous appartient maintenant d'approfondir ces quelques questions ou bien d'autres en nous posant les questions de votre choix.

QUESTION.- L'Europe et la France ont des relations étroites avec les pays de la région. Vous avez dit lors d'une déclaration après avoir vu le Premier ministre israélien que vous alliez déployer vos efforts pour le développement économique dans la région. Mais ne pensez-vous pas que le fait de s'écarter d'un rôle politique dans cette région va entraver les efforts économiques, surtout qu'il y a une interaction étroite entre la politique et l'économie ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison, il sera très difficile de séparer les deux domaines d'activité, économique et politique. Les conversations bilatérales se déroulent et l'Europe, la France n'y

participent pas vraiment, un peu, pas trop. Ce n'est pas une situation nouvelle & on a l'air quelquefois de dire, "mais comment cela se fait-il ?" C'était déjà le cas à Camp David, cela a toujours été le cas, sauf lorsque les négociations se déroulent dans le cadre des Nations unies. Alors, faut-il ne rien faire de notre côté ?

- Il ne faut pas oublier que la démarche multilatérale a également été retenue et où s'appliquerait-elle le mieux que dans le domaine de l'emploi en commun de fonds qui pourraient venir d'Europe et qui seraient utilisés par les pays de la région pour résoudre des problèmes techniques et économiques qui leur sont communs. Il suffit de franchir la frontière entre Israël et la Jordanie pour entendre dire pratiquement les mêmes mots sur les mêmes choses dès lors que l'on sort du domaine strictement politique. On parle tout de suite du problème de l'eau qui est capital, déterminant même, on parle tout de suite des transports et des moyens de transport, on parle du tourisme, on parle des télécommunications & bref l'aménagement, le développement de l'ensemble de cette région, qui obéit aux mêmes conditions climatiques, est un impératif et j'imagine qu'il doit être possible, avec le soutien de l'Europe, qui en a quelques moyens, d'aboutir à des progrès qui seront utiles à chacun des Etats et des peuples de la région. Si tel ou tel Etat refuse, estimant qu'il doit y avoir d'abord un accord politique, c'est de l'ordre de sa souveraineté, je n'ai pas à intervenir, mais seulement si l'on se renvoie toujours la balle comme cela, il ne sera jamais rien fait, ni dans un domaine, ni dans l'autre & or, il faut bien commencer par un bout. Et je pense que lorsqu'on discute technique et économie ensemble, on commence à parler et on finit par s'apprécier. Cela peut contribuer à la solution des problèmes politiques. Voilà le sens de la démarche que nous entreprenons.\

QUESTION.- L'administration américaine étant en transition et l'Union économique soviétique n'existant plus, souhaitez-vous que la France joue un rôle beaucoup plus actif dans le processus de paix, un rôle qui dépasse le cadre des négociations multilatérales, et si oui, comment ?

- LE ROI HUSSEIN.- Pour ce qui nous concerne ici en Jordanie, nous avons toujours accueilli favorablement un rôle important, actif de la France qui serait de nature à aider tous les pays de la région, à aboutir à une paix globale, cette paix que les générations futures pourraient accepter et accepter de protéger. La France est très proche de nous, sur le plan éthique, moral sur le plan historique et du fait de sa position sur l'échelle internationale, en Europe, également par sa proximité géographique de la région et des problèmes auxquels nous faisons face tous. Bien évidemment, sur une très longue période de temps, la France a partagé notre espoir et nos tentatives d'aboutir à une solution globale et avant les derniers développements que vous avez cités qui se sont produits sur la scène internationale, nous n'avions pas arrêté de réclamer que des mesures soient prises afin de mettre un terme à ce problème tragique. Nous avons parlé d'une conférence internationale sous les auspices des cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité afin d'appliquer les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité et de résoudre le problème. Et je pense qu'en dépit de tous les changements auxquels nous avons assisté, nous continuons d'aspirer à la paix. Certes, il y a eu un changement à l'échelle mondiale, et dans la région il y a toujours cette urgence car les gens qui sont concernés au premier chef ont le sentiment qu'ils ont peut-être la chance d'éviter le désastre et d'aller de l'avant en accord avec la communauté internationale pour un meilleur avenir. Il n'y a pas de solution à ce problème et de solution possible en l'absence de dialogue avec les Palestiniens, et c'est là le coeur du problème. Et il n'y a pas de solution possible sans préserver les droits du peuple palestinien sur son territoire légitime.\

LE ROI HUSSEIN.- Nous sommes engagés à l'heure actuelle dans des tentatives pour progresser, toujours avec ce sens de l'urgence qui nous accule dans la région à aller de l'avant, et je pense que ce sens de l'urgence est en soi positif mais les progrès ont été lents. Dès le départ nous étions conscients qu'il fallait déployer des efforts, de l'énergie, et que cela allait être difficile, mais j'ai l'impression que les sceptiques sont plus nombreux aujourd'hui et c'est à ce stade que nous espérons qu'il y aura un progrès. Nous avons fourni une caution aux Palestiniens dans la délégation jordano-palestinienne dans le cadre des négociations bilatérales & de même la Syrie, le Liban se sont présentés à ces négociations bilatérales et je voudrais dire de nouveau que ce

parapiuie, cette couverture veut dire que les Palestiniens représentent eux-mêmes pour ce qui est de leur problème, de leur droit, de leur territoire, et que nous avons simplement offert le dispositif, le mécanisme qui leur permet de se représenter eux-mêmes & nous leur accordons notre soutien total ainsi que nous l'avons toujours dit, comme nous avons toujours fourni notre assistance et notre soutien à la cause palestinienne qui est importante à nos yeux, non seulement à cause de sa proximité mais parce que nous sommes totalement engagés avec nos frères quant à leur droit légitime. Depuis que ce désastre a eu lieu dans notre région, à l'échelle internationale, nous nous sommes également engagés dans les négociations multilatérales et les pourparlers à ce niveau, et nous voulons vraiment aller de l'avant dans tout cela, continuer de progresser mais, si les difficultés sont en même temps de plus en plus nombreuses, à ce moment il faut bien nous poser la question, quel est le problème ? Il faut que nos amis jettent tout leur poids dans la balance à ce moment-là, leur expérience, leur désir sincère d'aider tout le monde à parvenir à une solution globale qui soit acceptable pour tous. Pour ce qui nous concerne, nous considérons que la France a un rôle majeur à jouer, et c'est l'un des pays dont le rôle est le plus important en faveur d'une solution. Autrement toute cette région serait en péril et le monde entier même serait en péril et pourrait s'acheminer dans la direction contraire à celle de la paix. On serait en contradiction avec les efforts en faveur d'un avenir meilleur.\

QUESTION.- Nous entendons, nous lisons, nous savons quelle est la grandeur de la France, de ses principes, mais la question est de savoir comment la France peut aujourd'hui même concilier ses grands principes et son soutien à la démocratie, au droit des peuples et de l'homme, et ses relations qui sont toujours resserrées avec des Etats qui sont dans la région... par exemple les pays du Golfe ?

- LE PRESIDENT.- J'ai cru que vous alliez nous dire : par exemple Israël ! Vous m'avez cité les Etats du Golfe, je ne m'y attendais pas, j'ai besoin de me ressaisir pour savoir exactement de quoi il s'agit. Vous voulez dire l'Iran ? Je ne pense pas que vous pensiez à l'Iran. Avec l'Iran, nous avons des relations diplomatiques, la chaleur n'est pas la caractéristique principale de ce type de relations, mais c'est comme cela. Nous n'avons pas d'amitié particulière avec l'Iran, nous sommes simplement fidèles au sens de l'histoire qui veut que ce pays est depuis toujours un très grand pays et que nous n'avons pas à l'ignorer.

- Vous me parliez de l'Arabie saoudite ? L'Arabie saoudite fait partie des pays arabes avec qui nous entretenons des relations traditionnelles. Il en est ainsi de tous les pays de la région, à l'exception depuis quelques temps de l'Irak et pour des raisons que vous savez. Nous avons cherché, de même que Sa Majesté le Roi de Jordanie, jusqu'à la dernière minute, - c'était le 15 janvier je pense, l'ultimatum - de tenter de nouer les faibles fils de la paix. Cela nous a été refusé par l'Irak. Nous n'avons pas joué double jeu. Nous avons joué un jeu très simple : tant que les chances de la paix existaient, tout pour la paix & dès lors que la paix n'était plus possible, alors nous avons fait la guerre. Cela me paraissait très logique.

- Pour le reste, avec la Jordanie nous n'avons jamais cessé, même pendant la guerre, d'entretenir des relations cordiales. Avec la Syrie, il y a naturellement le problème du Liban qui provoque rituellement un certain nombre de difficultés mais enfin gardons le dialogue.

- Il y a d'autres pays naturellement : le Yémen. Le Yémen qui m'a invité à venir officiellement en visite d'Etat et qui m'invitait pendant la guerre du Golfe. C'est dire que nous avons gardé un bon contact. Et puis il y a les Emirats. On ne parle pas de l'Egypte puisqu'elle est un peu plus loin mais enfin nous avons des relations fraternelles avec les dirigeants égyptiens. Je ne vais pas faire le compte de tous les Etats, je parle de ceux avec qui nous avons eu des relations encore récentes & donc nous n'avons pas d'appréciation particulière. Nous ne voulons pas entrer dans l'état extrêmement complexe des problèmes intérieurs à ces pays. Nous sommes un pays démocratique et lorsqu'on reste très loin de la démocratie dans certains pays, nous n'apprécions pas, mais nous ne sommes pas chargés de donner des leçons chaque matin en nous levant. Il appartient aux peuples en question de décider eux-mêmes de ce qui leur convient.\

LE PRESIDENT.- Avec les Palestiniens, il ne s'agit pas pour l'instant d'Etat mais il s'agit d'un peuple. Nous avons maintenu le contact en estimant que la résolution des Nations unies méritait d'être appliquée impartialement. Nous avons gardé de bonnes relations avec Israël. Cela peut

vous paraître bizarre mais c'est parce que nous estimons que l'accord fait au sein des Nations unies il y a plus de quarante ans autour de l'existence d'Israël mérite d'être respecté. Nous le reconnaissons. Nous avons d'ailleurs été, après l'Union soviétique (ce qui vaut peut-être la reconnaissance d'Israël à l'égard de l'Union soviétique), le deuxième pays à reconnaître Israël. Depuis ce temps-là, je ne porte pas approbation automatique de tout ce que font les gouvernements d'Israël. Sur le principe même du droit à l'existence, à la sécurité, nous nous sommes opposés aux thèses que nous jugeons exagérément radicales de ceux des pays arabes ou de l'OLP qui pendant longtemps sont partis du principe de base qu'il convenait d'aboutir à la destruction d'Israël. Cela n'a pas empêché que l'on continue de dialoguer avec la plupart de ces pays-là. Mais nous disons ce que nous pensons. Nos partenaires arabes n'exigent pas que nous parlions comme ils pensent. Je crois qu'ils préfèrent que nous parlions selon notre propre conception des choses. C'est plus clair, c'est plus simple et cela permet en même temps d'avoir une ligne facile à définir et à laquelle on peut se tenir à travers les années et au-delà des péripéties. Là-dessus, certaines évolutions se sont produites. Aujourd'hui autour des résolutions 242 et 338, un assentiment assez général se produit. On pourrait même souhaiter que cet assentiment soit davantage publiquement affirmé qu'il ne l'est. Cela éclaircirait bien la situation de part et d'autre. Nous nous en tenons là.

- Lorsqu'Israël objecte que les Palestiniens doivent être représentés par d'autres personnes que l'OLP, nous n'avons pas, nous de préférence. Ce n'est pas de notre ressort. Nous disons simplement : "de qui parlez-vous ? Quelles sont ces représentants ?" Donc, on ne peut pas toujours récuser ceux qui existent dans l'attente de ceux qui ne sont pas encore là. C'est un petit peu un processus messianique. Ils ne sont pas là. Le jour où ils seront là, on verra bien. Nous n'avons pas de serment d'allégeance à l'égard de quiconque. Mais nous considérons que leur existence et l'autorité qu'ils tirent de l'adhésion de l'immense majorité des Palestiniens, leur donne une certaine forme de consécration. "Ils ont raison de réclamer ceci, ils ont raison de réclamer cela ?" Non pas du tout. Nous disons : ce sont des interlocuteurs qui s'imposent. En plus ils sont reconnus par les autres pays arabes. On ne va pas quand même, nous Français, trancher le tout à la place de tout le monde.\

LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas de gêne à négocier avec les uns et les autres et aujourd'hui le seul pays avec lequel nous ayons cessé des rapports actifs, directs, c'est avec l'Irak parce que nous pensons qu'il convient que l'Irak se soumette aux décisions des Nations unies d'une part, et d'autre part le devoir des dirigeants d'un Etat, c'est de protéger leurs citoyens. Il se trouve que les citoyens du nord - les Kurdes -, les citoyens du sud - les Chiites - sont menacés par leur propre pouvoir. Ce n'est pas supportable. En rejetant tout à fait l'idée d'une partition éventuelle de l'Irak qui est le contraire de notre pensée, nous estimons qu'il est bon qu'il y ait des zones qui permettent d'assurer la sécurité des populations, qui ne doivent pas souffrir de la tyrannie ou d'une répression et le cas échéant d'un génocide. Est-ce que cela vous paraît clair ? Quant au rôle de la France, on dit tout le temps : "la France ne participe pas" comme si l'on venait d'assister à une sorte de chute brutale de l'influence française dans cette région ! Mais moi je n'ai pas hérité d'une présence diplomatique française active dans les négociations de cette région. Cela marchait même plutôt mal, disons dans la période des trente-quarante dernières années. La France ne participait déjà pas aux négociations, Camp David s'est réglé entre les Etats-Unis d'Amérique, les Egyptiens et les Israéliens. Il a permis de régler le problème de la guerre entre l'Egypte et Israël mais il n'a pas permis de régler le problème palestinien. Aujourd'hui il y a un co-parrainage des Etats-Unis d'Amérique, c'est donc la suite de Camp David, et de la Russie. Très bien ! Moi, je trouve que la Russie est un pays très sympathique, riche d'avenir, qui a besoin naturellement de se recomposer et je souhaite que ses chances soient bonnes pour le peuple russe mais disons que c'est le seul pays européen qui ait été reconnu par les Américains et par Israël comme devant prendre part à cette négociation, du moins parrainer (le terme est plus exact) cette négociation. De notre part, il n'y a pas eu recul puisque cela n'existait déjà pas. En somme c'est le processus de Camp David avec en plus les Russes. Quand cela marchait mal, M. Baker arrivait avec une constance, une ténacité, une patience assez rares et assez remarquables £ un peu à la manière

dont M. Jimmy Carter a été d'une patience, d'une ténacité, d'une force de conviction remarquables au moment de Camp David. Pour la France, il y a plutôt une présence des deux côtés. Ce n'est pas un double jeu, c'est parce que nous avons des relations avec les uns et les autres. En ce qui concerne la France, il y a une présence, à mon avis, accrue par rapport aux époques passées. Cela ne va pas jusqu'à être reconnu par les Etats-Unis d'Amérique et par Israël comme pouvant parrainer le bilatéralisme. En revanche nous sommes reconnus par tout le monde, cela va de soi, dans le cadre des négociations multilatérales. J'espère avoir fait le bilan de la question par rapport à votre interrogation. Je profite de cette question pour fixer notre point de vue et faire un rappel historique qui est généralement oublié comme d'ailleurs l'histoire en général.\

QUESTION.- Votre Majesté, à quelles conditions est-ce que la Jordanie pourrait signer un traité de paix avec Israël ? Monsieur le Président, après avoir rencontré les dirigeants israéliens, avez-vous eu l'impression qu'ils veulent faire la paix ? Que le gouvernement de M. Rabin veut faire la paix et est-ce que vous avez évoqué la situation du sud Liban avec M. Rabin et les autres dirigeants ?

- LE ROI HUSSEIN.- Il est parfois intéressant de remarquer que tout ce qui touche la Jordanie semble attirer beaucoup l'attention et semble faire partir toutes les exégèses et les gloses dans tous les sens. Il y a eu d'autres progrès sur d'autres voies des négociations bilatérales dans le passé et si vous me posez la question de savoir quel a été le progrès sur la voie des négociations jordano-israéliennes, j'ai déjà expliqué que nous avons offert à la délégation palestinienne le parapluie ou la couverture leur permettant de parler en leur nom propre de leur problème, de leur propre droit et lorsque nous parlons de la présence palestinienne, nous parlons également d'une coordination étroite avec leur direction qu'ils ont élu eux-mêmes, qu'ils ont choisie pour eux-mêmes, qu'ils ont reconnue pour eux-mêmes et qui a été reconnue également par tous les dirigeants arabes et nombre de dirigeants à l'échelle mondiale comme l'unique représentant légitime des Palestiniens. S'agissant des développements, jusqu'à présent je pense qu'on a rompu la glace et que les délégations discutent des problèmes mais j'ai déjà indiqué que peu de progrès ont été accomplis, réalisés en ce laps de temps. Depuis qu'un an s'est écoulé, il y a eu certes un document de travail présenté par les deux délégations à leur gouvernement respectif afin qu'ils y ajoutent des propositions ou qu'ils acceptent ce document pour ce qui est des points à discuter dans l'avenir. Voilà pour ce qui est de la voie bilatérale jordano-israélienne. Cela a eu un retentissement médiatique tel que cela a été comme un grand progrès mais il n'y a pas eu de percée et nous en sommes là. Pour ce qui est du Traité de paix ou d'un accord de paix éventuel, nous avons expliqué très clairement dans le passé qu'une paix juste, globale, durable, que les générations futures pourront accepter de protéger, était l'objectif principal. Mais le fait de fragmenter le problème, de le morceler dans l'espoir que les gens accepteraient l'approche du pas à pas, cette approche qui a prévalu par le passé, celle-là nous ne l'acceptons pas. Nous pensons qu'il faudrait plutôt avoir l'objectif sacré de régler véritablement en profondeur le problème chronique qui a trop duré. Le traité de paix ou quelque autre arrangement que ce soit doit être applicable et il le sera lorsque tous les éléments entreront en jeu. Nous espérons que notre délégation aux négociations examinera tout ce qui est de nature à faire avancer une approche commune, à voir quelle est cette dimension globale d'un règlement. Nous accordons notre soutien aux négociations bilatérales comme aux négociations multilatérales et cela s'applique à ces deux volets des négociations. Il faut que tous les éléments entrent en jeu et à ce moment-là nous aurons une paix véritable. Sans cela, il n'y aura pas de solution qui soit digne de ce nom, qui puisse transformer la région par rapport à ce qu'elle a souffert, le passé et les dures épreuves dont elle a souffert, en quelque chose de meilleur que nous espérons.\

LE ROI HUSSEIN.- L'élément le plus important qui n'est pas encore traité d'une manière convenable, c'est la dimension palestinienne, ce qui est des droits palestiniens sur les territoires palestiniens. Pour ce qui est des résolutions du Conseil de Sécurité, la résolution 242 notamment, le désir et le courage que manifestent les Palestiniens de coopérer, de se montrer en tous les cas disposés à coopérer en faveur de la paix et de traiter de ces problèmes, il faut

repondre a ce courage et a ce desir palestinien. Par le passe, la Jordanie essayait de recuperer la Cisjordanie et la Jordanie comprend la résolution 242 comme signifiant ce qu'elle signifie réellement, puisque nous avons participé à cette résolution à savoir une solution d'avenir, une solution globale, la résolution 242 parle du principe de l'échange de territoires contre la paix. Il y a bien entendu ces deux fameuses interprétations mais nous, nous comprenons l'interprétation selon laquelle il faudrait un retrait de tous les territoires occupés en juin 1967. Pour ce qui est de la Cisjordanie, il y avait la possibilité d'une réciprocité, sujet de l'accord entre les deux parties, sans cela ce dont nous parlions, c'était la ligne des frontières telle qu'elle était avant 1967. Pourquoi la rectification des frontières ? C'était en fait plutôt une ligne de cessez-le-feu qu'une véritable frontière depuis les années 1940, et la Jérusalem arabe - le quartier arabe de Jérusalem - sont des territoires occupés et pour ce qui nous concerne, Jérusalem arabe aurait toujours dû revenir à la souveraineté arabe. Dans le contexte d'une paix durable et véritable, nos espoirs, nos prières se dirigeaient vers une Jérusalem qui symboliserait l'essence de la paix, c'est-à-dire les trois religions monothéistes révélées coexistant et la ville de Jérusalem ne devrait pas être sous la domination quelle qu'en soit l'importance, d'une des parties. Il faudrait que ce soit la ville qui accueille toutes les religions et qui soit l'emblème de cette région. S'il y a un pouvoir qui doit contrôler les lieux saints, il faudrait que ce pouvoir émane des pratiquants de ces trois religions et les croyants. Bien entendu il peut y avoir diverses interprétations, mais en toute humilité, notre conviction profonde est que l'importance - à nos yeux à tous - de cette ville fait en sorte qu'elle doit concrétiser l'essence même de la paix par la grâce de Dieu, la souveraineté arabe sur la partie arabe de Jérusalem qui a été occupée en 1967, et la tentative de trouver en définitive, après tous ces siècles qui sont passés, la solution qui ferait en sorte que Jérusalem serait cet emblème, ce symbole de la paix où coexisteraient tous les croyants en Dieu.\

LE ROI HUSSEIN.- Depuis ce moment-là, nous avons réagi positivement aux demandes palestiniennes pour ce qui est de la dimension concernant les territoires palestiniens, les droits palestiniens de nos frères, et en réponse à leur demande, celle de tous les dirigeants arabes, c'est maintenant la responsabilité que nous leur avons cédée, la responsabilité est la leur maintenant puisqu'il s'agit de défendre leur droit en Cisjordanie. Là encore nous serons tous ensemble lorsque cette question sera réglée. En d'autres termes, même dans le passé quand nous avons parlé de la résolution 242, nous n'avons jamais eu à l'esprit la récupération de cet accord pour nous-mêmes mais la restitution de ces territoires aux ayants-droits. Il y a également le territoire de Gaza qu'il faut rattacher au statut de la Cisjordanie pour les Palestiniens et je fais référence, ici au passé et il faut comprendre que maintenant il faut une approche nouvelle, que sous les auspices des Nations unies ou sous d'autres auspices, il y ait une garantie aux droits, à l'autodétermination de ce peuple. Il y a une confiance qui règne aujourd'hui entre nous. Nous avons rompu les liens administratifs et juridiques avec la Cisjordanie et avec cet esprit de confiance qui préside aux rapports entre nous, avec les Palestiniens, nous pensons que les conditions doivent être mûres pour un retour à la paix et une participation populaire à la création, à la formation du pouvoir futur.\

LE ROI HUSSEIN.- Pour ce qui est de la Jordanie, nous sommes tous membres d'une seule et même famille, quelle que soit l'origine de telle ou telle catégorie de la population en Jordanie. Sans compter le fait que nous partageons un devenir commun, et - c'est là d'ailleurs notre devoir - notre espoir, nous pouvons faire de ce pays, un exemple à suivre, un modèle dans la région, en déployant nos efforts en faveur de la paix, en faveur des droits des Palestiniens pour qu'ils puissent exercer ces droits sur leur territoire. Nous sommes pleinement conscients du fait que les Palestiniens sont prêts. Ils l'ont déjà été. Ils sont demandeurs pour saisir cette chance, ils sont au coeur de ce tragique conflit. Pour ce qui est de la Jordanie, nous continuerons de respecter ce devoir que nous avons de construire notre avenir en matière de démocratie, de pluralisme politique, de respect des droits de l'Homme, par l'application de la Charte nationale à laquelle toutes les forces politiques de ce pays ont participé. Nous travaillons pour la paix. Nous croyons qu'elle est urgente, qu'il faut y oeuvrer et à titre d'exemple si vous tournez votre regard vers cette région, vous voyez les problèmes démographiques et vous verrez tous les autres problèmes qui en découlent si la paix ne vient pas à s'instaurer. Il y a la dimension humaine qui nécessite

en absence de la paix ne vont pas à l'industrie, à la construction même qui nécessite l'espoir en une sécurité pour tous. Cette région ne peut pas fournir des quantités suffisantes d'eau en l'absence de la paix. Dans quelques années nous pourrions avoir une véritable pénurie, une véritable crise en la matière, sans parler de l'industrie, de l'agriculture...

- Les gens ne pourront pas assurer leurs besoins. Avec la paix, par contre ce sera la porte ouverte à des perspectives immenses, à des réalisations infinies. Il faut que cela soit compris, que les gens prennent en main leur propre destin et monsieur le Président avec votre permission, avec la permission de nos amis ici qui participent à la paix, il faut que l'on fasse sonner cette paix. Ce n'est pas un monopole que la paix. La France doit participer. Ce rôle, nous l'accueillons favorablement, nous l'appelons de nos vœux. Nous espérons que la France pourra continuer de faire ce qui est en son pouvoir pour nous aider à faire instaurer la paix car nous avons là un pays qui a à cœur de participer et de contribuer.\

LE PRESIDENT.- J'ai aussi à répondre à Madame. Vous m'avez demandé mon sentiment sur les véritables intentions du gouvernement israélien. Je vous réponds que je ne doute pas du désir de paix du gouvernement de M. Rabin. Le problème qui reste à régler c'est celui des moyens mais c'est une autre affaire. Il a certainement l'intention d'aboutir.

- Deuxièmement, pour le sud Liban, tous les partenaires de cette région savent que nous recommandons la fin de toute forme d'occupation militaire au Liban. C'est vrai pour chacune des armées étrangères qui se trouvent sur ce sol.\

QUESTION.- Je m'appelle Jean Plantu, et je voulais vous montrer le dessin que j'ai faxé tout à l'heure pour "le Monde". Je représente toutes les personnes de la région : vous êtes dans un restaurant £ il y a M. Rabin d'Israël, l'OLP avec M. Yasser Arafat, le Roi Hussein. Ils sont tous les trois en train de lire le menu et puis il y a quelqu'un qui s'appelle M. Mitterrand qui est en train de prendre la commande et dit "moi, je veux bien prendre les commandes mais je vous préviens c'est vous trois qui ferez la cuisine". Je voudrais savoir si vous avez une autre proposition de texte que vous auriez fait dire à M. Mitterrand, et vous-même peut-être que vous auriez une autre proposition... !

- LE ROI HUSSEIN.- Sans nul doute, le Président Mitterrand a une vaste expérience dans les problèmes de la région, dans la connaissance que son pays a de cette région. Je suggérerai que vous le considériez comme un ami venant dans la région, avec la volonté de la France de voir ce qu'il est possible de faire. Pour ce qui est du plan bilatéral, s'agissant de nous, nous avons accompli d'autres pas et nous avons toujours ce désir de construire une véritable amitié, une confiance réelle, à long terme et la volonté d'assurer un avenir meilleur pour ces relations, de resserrer les liens aujourd'hui et dans l'avenir avec la France. Je pense que ce n'est pas seulement la question de savoir ce que veulent les gens, mais vous avez là devant vous l'une des personnes les plus intelligentes en matière politique en la personne du Président qui peut aider les autres partenaires à aller de l'avant et leur suggérer des choses. Pour ce qui est du passé, j'ai parlé d'une absence de courage, peut-être moral, pour ce qui pourrait être entrepris par certains et les Israéliens ont eu cette attitude vis à vis des Palestiniens. Ils ont eu, jusqu'à présent, l'incapacité de leur parler directement, de s'adresser directement à leur dirigeants. C'est ma vision des choses. J'espère que cela changera avec le temps. Ce n'est pas simplement une question d'arriver dans la région en tant qu'ami, veul ami, et de voir quels sont les souhaits des partenaires £ c'est nous qui vous demandons, à vous nos amis, de nous aider. C'est nous qui nous adressons à vous avec ce désir qui nous est commun de faire quelque chose pour cette région, de nous aider à aller de l'avant. Nous faisons ce qui est en notre possible. Nous avons besoin de nos amis, qui sont intègres, qui se tiennent toujours du côté des principes, qui ont intérêt à contribuer, à aider tous les partenaires. C'est une caricature très amusante, monsieur, je vous remercie.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais faire part à M. Plantu que vous auriez été bien inspiré de me demander plutôt de rédiger vos légendes !

- Pour celle-ci, j'aurais mis (après tout on peut bien collaborer un moment) m'adressant aux trois personnes en question : "vous n'en êtes pas encore aux hors d'oeuvre mais j'espère que vous irez quand même jusqu'au dessert ".\

QUESTION.- Dans des discours passés, vous avez évoqué la situation économique désastreuse en Jordanie en raison de la guerre du Golfe, vous avez proposé la création d'un Fonds européen pour aider cette région, pourriez-vous nous donner des détails, monsieur le Président, quant à ce Fonds de développement et également des détails sur les possibilités d'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Il est bien tard pour vous donner des détails sur ce plan £ simplement après contact avec le président de la Commission, M. Delors et différents autres responsables, il semble que, dans un premier temps, sur ce Fonds de développement, un milliard d'écus pourrait être prélevé afin de contribuer au développement spécifique de cette région, et encore ne serait-ce qu'une première étape.\

QUESTION.- Majesté, vous avez dit votre souci de faire en sorte que la Jordanie ne soit pas connue dans l'avenir comme un pays qui aura commencé et se sera achevé avec vous. Auriez-vous l'obligeance de nous dire ce qui fonde l'inquiétude que reflète ce propos ?

- LE ROI HUSSEIN.- Je voudrais faire en sorte que la Jordanie devienne un modèle pour les autres. J'espère que nous arriverons à réaliser nos convictions pour une Jordanie moderne, un foyer pour tous les ressortissants comme appartenant à une seule et même famille. Voilà ce pourquoi je lutte, ce pourquoi j'ai lutté durant toute ma vie £ ce n'est pas moi qui compte, c'est la Jordanie qui compte, c'est la région qui compte, c'est l'avenir des générations futures qui compte. Lorsque j'avais prononcé ces paroles, - vous faites référence à un discours que j'avais prononcé il y a quelques temps déjà - j'avais le sentiment, je l'ai toujours eu, que personne n'est plus mortel que moi. Et à travers les vicissitudes des années passées, à travers les dangers auxquels j'ai fait face, on peut constater que l'objectif n'est pas pour moi en fait de surmonter simplement ces écueils car je crois en Dieu, je sais que nous sommes tous mortels. Mais je suis plus fier que jamais d'appartenir à cette famille qu'est le peuple jordanien, qui a surmonté tant d'obstacles, tant de difficultés, a été confronté à tant de défis et les a relevés, comme un seul homme. C'est un pays où les choses se font à découvert, nous essayons de trouver notre chemin vers ce que nous croyons être un avenir meilleur. Nous pouvons simplement conseiller, nous pouvons simplement espérer que ce sera le cas d'autres pays dans la région, d'autres membres de la famille élargie que nous constituons dans la région, et que les relations seront créées, que les bases seront jetées pour garantir une continuité, une plus grande intégration, une plus grande complémentarité dans la région. Et ce qui a été réalisé dans d'autres pays dans le monde, y compris en Europe, constitue une inspiration pour nous. Je ne voudrais certainement pas imaginer que la Jordanie puisse finir avec moi £ de toute façon la Jordanie n'a pas commencé avec moi. Quant à ma santé, je me porte bien, aussi bien que d'autres dans ce monde qui peuvent traverser des épreuves difficiles. J'ai prié pour que longtemps après ma disparition les générations futures continuent sur la voie que j'ai esquissée. J'ai subi une opération chirurgicale, et j'ai reçu des vœux en qualité et en quantité tels que je n'aurais pu imaginer. J'espère que tout cela sera encore plus solide pour l'avenir, et que tous ces vœux se réaliseront.\

QUESTION.- Je vais revenir à la question sur les négociations entre Israéliens et Jordaniens : il semble que cela marche mieux qu'entre Israéliens et les autres. Après tout, le "pas à pas" c'est peut-être aussi qu'un Etat puisse passer un accord avec un autre Etat. Les Egyptiens et les Israéliens l'ont fait. Est-ce que vous pensez que c'est impossible, est-ce que vous pensez que cela aiderait à quelque chose, ou est-ce que vous pensez que tout simplement ils ne le peuvent pas ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est souhaitable mais je ne peux pas juger à la place des intéressés. Ils sont engagés dans des négociations bilatérales, - bilatérales cela veut dire à deux - je parlerais comme un troisième, comme un quatrième.. Donc, je souhaite qu'ils aboutissent.

- QUESTION.- Pensez-vous que nous verrons, en l'espace de notre vie, la paix ?

- LE PRESIDENT.- Comment imaginer que votre vie à vous, qui sera un peu plus longue que la mienne maintenant, ne laisse pas de chance à la paix, ce serait désastreux. Mais indiscutablement ce sera encore long.

- QUESTION.- Quelle a été la réaction israélienne à votre suggestion que les Israéliens et l'OLP devaient se parler directement ? Et également, nous voudrions savoir quelle est la position de la France quant au statut de Jérusalem ?

LE PRESIDENT.- Je voudrais d'abord répondre à la question de la France quant au statut de Jérusalem.

- LE PRESIDENT.- Je constate des évidences, enfin selon mon propre jugement naturellement. La réponse israélienne, d'une façon générale et habituellement historique, est hostile à cette éventualité. Vous le savez bien, ce n'est pas moi qui le dis, c'est écrit partout, c'est répété par les Israéliens. Je suis sûr d'ailleurs que les dirigeants actuels abordent cette question avec une position sévère sur le fond, mais qu'ils saisiront, s'ils le peuvent, les chances de la paix qui leur permettraient de trouver des interlocuteurs. Mais, je répète, moi ce que j'en pense, je constate : cela fait maintenant pas mal d'années que j'ai la responsabilité des affaires publiques en France, et je n'ai pas encore entendu un seul responsable palestinien, y compris les actuels négociateurs qui sont aujourd'hui au contact bilatéral, me dire : "eh bien, je suis prêt à agir indépendamment de l'OLP". Voilà, c'est tout, je constate et je conclus.

- Quant au statut de Jérusalem, je ne veux pas intervenir dans cette affaire. Il y a le Saint Sépulcre, très important pour les chrétiens et qui est un lieu sacré. Combien de confessions sont à l'heure actuelle installées dans le Saint Sépulcre, à se partager les mètres carrés, et savez-vous qui garde la clef ? Comme ils n'ont pas pu s'entendre, ils ont confié cela à une famille arabe. Les mosquées sont déjà ouvertes et les confessions musulmanes seront peut-être obligées de s'adresser à une famille chrétienne pour tenir la clef, on ne sait pas. Donc, c'est vous dire que dans ce domaine-là, il faut être d'une extrême prudence.

- Quant au statut de Jérusalem, je l'ai déjà dit dans le passé, je considère qu'il serait sage, même si l'on envisage dans le temps des négociations globales, de ne pas buter dès le point de départ sur le statut de Jérusalem qui est infiniment plus difficile à résoudre que les autres problèmes, qui ne sont pas eux-mêmes très faciles.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle est la signification de la signature de l'accord radiophonique de ce matin entre la Jordanie et la France ?

- LE PRESIDENT.- Cela se comprend de soi-même. La Jordanie a, à cet égard, une disposition très ouverte, très amicale, très généreuse même, puisqu'il s'agit d'un programme quotidien d'émissions radiophoniques en français. Il y a bien des pays francophones qui n'en font pas autant, si j'ose dire. Alors, je remercie Sa Majesté et le gouvernement jordanien d'avoir à l'égard de la France une attitude aussi amicale. On pourra tous entendre, chaque jour dans ce pays, des émissions dans notre langue, et comme nous essayons de développer en même temps son enseignement, tout cela représente un plan assez cohérent.\

QUESTION.- Au fur et à mesure que les négociations de paix continuent à Washington, beaucoup parlent du côté israélien mais aussi du côté palestinien, et dans certains pays arabes, de l'éventualité d'une confédération entre la Jordanie et les Palestiniens, ou d'une confédération tripartite qui comprendrait la Jordanie, les Palestiniens et Israël. Est-ce que vous, vous pourriez imaginer une de ces deux formules si bien sûr, les Israéliens et les Palestiniens étaient d'accord ?

- LE ROI HUSSEIN.- Je l'ai dit tout à fait clairement et c'est d'ailleurs là la position du gouvernement jordanien : les relations tout à fait privilégiées qui existent entre nous et nos frères palestiniens ne préjugent pas du fait que l'avenir de cette région sera décidé par tous les peuples lorsqu'ils auront la possibilité de décider de leur sort. Donc nous ne pouvons pas parler d'une forme précise, confédération ou autre, nous laissons le futur au futur, nous laissons l'avenir à ceux qui pourront en décider en toute connaissance de cause et quand ils auront le pouvoir de le faire. Les liens qui nous rattachent étroitement à nos frères pourront nous aider dans ce sens en faisant de ces relations un modèle pour le reste de la région. Nous ne nous intéressons absolument pas aux prospectives, aux spéculations d'avenir, sur la forme future d'une entité dans la région. Non, nous ne voulons pas aller au-delà de ce qui est en ce moment faisable. Encore une fois, je voudrais dire à quel point nous sommes fiers et heureux, heureux monsieur le Président, d'avoir cette opportunité de vous accueillir, d'être avec vous. Je n'ai jamais été à rencontre plus cordiale, plus amicale, plus agréable qu'avec vous. Je vous remercie, monsieur le Président, pour tous ces points que vous avez eu la bonté d'éclaircir et toutes ces réponses que vous avez bien voulu donner. C'est vraiment un honneur pour moi, pour ma famille, la famille jordanienne, de vous accueillir.\